



F  
5029  
.D39Q8





## PROVINCE DE QUÉBEC

Département de l'Instruction publique.

Offert à l'élève

*Lucienne Lortemanché*

comme récompense pour

*Application*

par l'inspecteur d'écoles

*R. Longtin*

à sa visite du

*7 juin 1927*

NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY  
TRENT UNIVERSITY





# BIBLIOTHÈQUE CANADIENNE




## COLLECTION MONTCALM

Droits réservés. Canada 1926, Copyright U. S. A. 1926  
par LIBRAIRIE BEAUCHEMIN, Limitée, Montréal

N. 436 B

## **LA QUESTION DES DRAPEAUX**



Digitized by the Internet Archive  
in 2019 with funding from  
Kahle/Austin Foundation



**L.-O. DAVID**

**LA  
QUESTION DES DRAPEAUX**

**SUIVI DE**

**NOBLESSE OBLIGE — « L'UNION NATIONALE »  
LA GUERRE — QUE FAUT-IL CROIRE —  
LES MYSTÈRES DE LA VIE PRÉSENTE ET FUTURE  
CROISADES NATIONALES — « LE COLONISATEUR »  
SOYONS PRUDENTS — LES CAPITAINES DE MILICE  
LE CLERGÉ ET SA MISSION — GROS PROBLÈME  
CONJECTURES SUR LA FIN ET LES RÉSULTATS  
DE LA GUERRE — QUELQUES SOUVENIRS**



**MONTRÉAL  
LIBRAIRIE BEAUCHEMIN, LIMITÉE  
30, Rue St-Gabriel  
1926**

F 5029. D39Q8



1910

---

## LA QUESTION DES DRAPEAUX

**C**ONVAINCU que cette question peut nous faire du mal au point de vue religieux et national, je crois devoir exprimer, à ce sujet, l'opinion d'hommes sérieux et raisonnables, et soumettre à ceux qui veulent remplacer ici le drapeau de la France par la bannière Carillon-Sacré-Cœur, quelques observations dignes, il me semble, de considération.

Tout d'abord, je reconnais que, en adoptant comme drapeau la bannière qui flottait sur la tête des vainqueurs de Carillon, ils ont obéi à des sentiments dont le patriotisme ne peut être contesté. C'était le drapeau des temps héroïques de la



France au Canada ; il est saturé de gloire, imprégné de souvenirs émouvants et glorieux. On y a joint l'image du Sacré-Cœur, encore sous l'empire d'un sentiment louable, pour rendre hommage au Christ.

Mais cela suffit-il pour nous autoriser à l'adopter comme drapeau national à la place du drapeau de la France ? Non, dix fois non, pour les raisons suivantes :

Comme sujets britanniques, notre drapeau officiel est l' « Union Jack, » le drapeau de l'empire britannique. Il est un signe de force, de grandeur et de puissance et protège tous les peuples, tous les hommes qui vivent sous son égide. Il devrait nous suffire si nous étions Anglais, mais comme Canadiens-Français, nous tenons à avoir un drapeau qui nous distingue des autres nationalités, qui indique notre origine et soit un gage de protection pour les droits sacrés que les traités nous ont garantis.

Or, où trouver un drapeau plus distinctif de notre origine, plus ca-

ractéristique de nos traditions et de nos aspirations, qui nous donnera plus de prestige et d'influence et assurera plus efficacement la foi des traités, que le drapeau de la France, le drapeau du pays de notre origine, du pays qui a conclu ces traités avec l'Angleterre ?

Le drapeau de la France a fait le tour du monde dans une auréole de gloire, il flotte partout fièrement sur tous les points du globe, et partout il est craint, respecté, et protège ceux qu'il couvre de ses plis glorieux. Il parle un langage qui n'a pas besoin d'explication ; quiconque voit ses trois couleurs briller sous le soleil, sait qu'il est le drapeau d'une grande nation et qu'on ne peut le mépriser sans danger. On sait ce qu'il en a coûté à certaines nations pour l'avoir insulté.

Le moment serait bien mal choisi pour le rejeter, le renier, lorsque l'Angleterre et la France, grâce à l'entente cordiale, se préparent à marier leurs drapeaux sur les champs

de bataille, pour se protéger mutuellement et défendre au besoin leurs colonies. Ces deux grandes nations auraient bien le droit de trouver notre conduite étrange et peu digne d'un peuple qui se targue de patriotisme.

Le drapeau tricolore n'est pas le drapeau d'une dynastie, d'un parti ou d'un gouvernement, c'est le drapeau de la France. Et c'est pourquoi le Souverain Pontife, Pie X, l'honorait, il y a quelques mois, d'un baiser qui a retenti dans tous les cœurs français. Et c'est pourquoi les grands évêques de France l'aiment et le respectent, et l'arborent dans leurs églises. Et c'est pourquoi l'éloquent évêque d'Orléans, monseigneur Touchet, s'écriait, il y a quelques jours, à l'église Notre-Dame, qu'il était heureux de le voir à côté du tabernacle, et lui adressait des paroles si ardentes d'affection et d'enthousiasme.

Faut-il nécessairement que nous soyons plus catholiques que le Pape et les évêques de France ?



Et ce drapeau que nous ne pourrions renier sans offenser la France et renoncer si imprudemment à sa protection, on veut le remplacer par une bannière qui serait un élément de faiblesse, de désunion et de discorde plutôt qu'un gage de force, d'union et de concorde, et qui serait même, dans certains milieux, un objet de dérision et de mépris.

Est-il sage, convenable et délicat d'adopter dans un pays dont la majorité est anglaise et protestante, un drapeau dont le nom et la vue sont de nature à éveiller chez elle des souvenirs humiliants, des sentiments d'antipathie ?

Que dirions-nous si nos concitoyens anglais jugeaient à propos d'arborer un drapeau que nous ne pourrions regarder sans être humiliés dans nos sentiments religieux et nationaux ?

Ne faisons pas aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fît.

Est-il prudent d'attacher à ce dra-

peau un emblème religieux, une image vénérée, et de l'exposer à des outrages, à des profanations déplorables ? Ceux qui veulent honorer le Christ regretteraient d'avoir fourni à ses ennemis l'occasion de l'outrager.

Et puis, il peut venir un jour où, pour protéger les droits qui nous ont été garantis par des traités, nous serions heureux d'arborer le drapeau de la France et d'invoquer son secours. N'aurait-elle pas le droit de nous dire qu'en rejetant son drapeau nous avons renoncé à sa protection ?

Avec le tricolore, nous pourrions faire le tour du monde, et les nations les plus barbares, voyant passer le drapeau de la France, s'inclineraient. Avec la bannière « Carillon-Sacré-Cœur, » nous n'irions pas loin sans être insultés, sans faire naître des sentiments de dédain et d'hostilité. Et à qui pourrions-nous nous adresser pour venger notre drapeau outragé ?

## LA QUESTION DES DRAPEAUX 17

L'adoption du drapeau de la France n'a pas été seulement une affaire de sentiment, elle a été de plus un acte de sagesse et de diplomatie. C'est en 1855 que cet événement mémorable se produisit, lorsque la « Capricieuse, » portant les couleurs françaises, remonta les eaux de notre grand fleuve et jeta l'ancre dans le port de Québec. Il y eut alors une explosion de souvenirs, de sentiments qui se manifesta par une levée générale de drapeaux français. Mais le capitaine Belvèze s'évertua à démontrer que son but principal en abordant sur nos rives, était d'établir entre le Canada et la France des relations commerciales. En effet, depuis cette époque, notre commerce avec la France s'est développé considérablement et le traité qui vient d'être conclu va activer cet heureux mouvement. Et les efforts les plus sérieux ne sont-ils pas faits en ce moment pour décider la France à nous envoyer des capitaux et des colons ? Encore une fois, le mo-

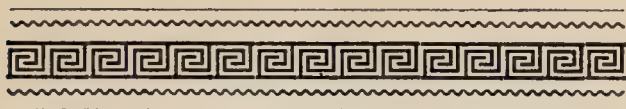


ment est-il bien opportun pour rejeter son drapeau ?

Il y aurait beaucoup à dire encore sur ce sujet, mais c'en est assez pour démontrer que cette question de drapeau est plus grosse de conséquences qu'on ne semble le croire, et que notre intérêt national et religieux s'oppose à ce que nous nous exposions à perdre des sympathies dont nous avons tant besoin pour accomplir nos destinées. Nous nous développons, nous grandissons sous la protection des drapeaux des deux plus grandes nations du monde ; rejeter l'un ou l'autre, dans le moment, pourrait être une erreur fatale.

Quoi qu'il en soit, je soumets ces observations au raisonnement calme du public et de la jeunesse, n'ayant rien autre chose en vue que l'honneur et l'intérêt bien compris de la patrie canadienne-française.

---



1912

---

## NOBLESSE OBLIGE

L'esprit public et le sentiment du devoir nous manquent à un degré considérable ; c'est un élément de faiblesse qui nous déconsidère aux yeux de nos concitoyens anglais, et inquiète ceux que le problème de nos destinées préoccupe. Comme catholiques et Canadiens-Français, pour l'honneur de notre foi et de notre nationalité, nous devrions avoir à cœur de réagir contre un défaut qui nous fait du mal. A l'école, au collège, à l'université comme à l'église, on devrait s'appliquer à enseigner aux enfants, à la jeunesse, à la population en général, que le moyen le plus pratique et le plus efficace de faire honneur à leur foi et à leur na-

tionalité est de remplir leurs devoirs de citoyens honnêtement, et consciencieusement.

Le meilleur catholique, le catholique le plus utile à sa religion, n'est pas celui qui proclame le plus hautement la supériorité de sa foi, de ses croyances ; c'est celui qui en démontre la vertu en remplissant, avec le plus de sincérité et d'honnêteté, ses devoirs de père de famille, de mari et de citoyen. Plus d'une fois, j'ai entendu des hommes importants dire qu'ils ne voyaient pas en quoi les catholiques l'emportaient sur les protestants dans l'accomplissement de leurs devoirs publics : « Vos hommes publics, vos députés, vos échevins et vos fonctionnaires sont-ils plus honnêtes que les nôtres ? »

Voilà une question embarrassante à laquelle il est difficile de répondre d'une manière satisfaisante.

Ceux qui nous posent cette question ne disent pas toute leur pensée, mais il est facile de voir qu'ils sont convaincus que nous leur sommes



inférieurs sous ce rapport et que nous sommes incapables de démontrer la supériorité de notre foi par les actes de nos hommes publics, par la manière dont nous accomplissons nos devoirs de citoyens. Il y a là chez nous une lacune déplorable qui appelle l'attention des véritables amis de leur religion et de leur nationalité. Vraiment, nos concitoyens anglais n'ont-ils pas le droit de dire qu'ils ont plus que nous le respect de l'opinion publique et de leurs devoirs de citoyens et d'hommes publics ?

Il est vrai qu'ils reconnaissent eux-mêmes la probité de notre population en général, mais ils trouvent étrange qu'elle ne se fasse pas toujours représenter par des hommes qui lui ressemblent. Nous pourrions bien leur faire le même reproche et citer des exemples convaincants, mais il vaut mieux admettre, en partie au moins, le bien fondé de leurs assertions et nous efforcer de faire disparaître tout ce qui peut nous amoindrir comme peuple.

A la puissante influence de la religion on devrait ajouter le culte de l'honneur, du devoir, de la fierté nationale ; on devrait former des consciences et des caractères où les principes occuperaient une plus large place que les expédients et les signes extérieurs.

---



1912

---

### « L'UNION NATIONALE »

En 1864, un certain nombre de jeunes conservateurs se joignaient à Médéric Lanctôt pour fonder l'*Union Nationale* et combattre le projet de confédération en voie de préparation. Dans le prospectus du nouveau journal, ils disaient que tout projet de confédération qui nous mettrait à la merci d'une majorité anglaise et protestante, serait une source de conflits funestes au Bas-Canada ; que, si les gens d'Ontario n'étaient pas satisfaits de l'union des deux provinces qu'on nous avait imposée, le moyen le plus simple, le plus raisonnable de régler la question était la rupture de cette union, la séparation

des deux provinces. Au bas de ce prospectus on lisait les noms suivants : Médéric Lanctôt (libéral), L.-A. Jetté (libéral), Charles de Lorimier (conservateur), Joseph Loranger (conservateur), D. Girouard (indépendant), F. Thompson (libéral), Alphonse Audet (libéral indépendant), L.-O. David (conservateur), H.-P. Letendre (conservateur), Ludger Labelle (conservateur), H.-F. Rainville (libéral).

Leur opposition à la confédération n'a pas empêché trois de ces messieurs, à savoir, Girouard, de Lorimier et Rainville, de devenir juges sous la nouvelle constitution et d'être d'excellents juges. Lorsqu'on parcourt les pages vieilles de l'*Union Nationale*, on ne lit pas sans intérêt leurs habiles dissertations sur les dangers de la Confédération. Le premier numéro de l'*Union Nationale* publiait le rapport d'un comité qui avait été chargé, à une assemblée publique, d'étudier les projets de confédération et de fédération dont



il était question. Ce rapport se terminait en disant que tout projet de confédération offrait des dangers sérieux au Bas-Canada et ne devrait pas, en tout cas, être adopté à moins d'avoir été soumis aux électeurs et approuvé par la majorité de la représentation de chaque province. Parmi les signataires de ce rapport, on remarque les noms suivants :

Romuald Trudeau, Narcisse Valois, Louis Boyer, F.-X. Saint-Charles, Jacques Grenier, Wilfrid Laurier, John Pratt, George-E. Clerk, le fameux rédacteur du *True Witness*, C. Simard, L.-A. Jetté, J.-T. Béique, L.-O. Hétu, et plusieurs autres citoyens importants, conservateurs et libéraux.

Lorsque la Confédération devint un fait accompli, presque tous les conservateurs de l'*Union Nationale*, retournèrent à leurs premières amours et reprirent leurs places dans les rangs du parti conservateur.

Dans les discussions intimes qui

eurent lieu avant la Confédération, Chapleau avait dit à ses jeunes amis récalcitrants : « Vous avez tort de brûler vos vaisseaux et de compromettre vos chances d'avenir. » À ce point de vue, il ne s'est pas trompé, car il a fallu du courage pendant longtemps pour rester libéral ou pour appartenir au parti libéral.

Plus d'une fois, spécialement à une époque où on ne pouvait être libéral sans être considéré comme un catholique plus ou moins dangereux, j'ai été tenté de suivre l'exemple de plusieurs de mes anciens amis, de chercher la paix dans les rangs du parti conservateur ; mais je craignais de donner raison de suspecter la sincérité de mes convictions ; et puis, les troubles du Nord-Ouest en 1870 et la question des écoles du Nouveau-Brunswick contribuèrent à m'empêcher de céder à ces tentations. Je n'aurais jamais pu approuver la conduite du gouvernement envers Riel et les métis, pas plus que je n'ai pu approuver en 1876 la poli-

tique du parti libéral sur le tarif. Que d'ennuis m'a causés la détermination de rester fidèle à mes opinions, à mes convictions. J'ai toujours pensé qu'un homme public, un écrivain qui se contredit sur des questions importantes et sans de graves raisons, démoralise l'opinion publique et manque de respect envers ses concitoyens. Mais n'ai-je pas parfois, à mon détriment et à celui de ma famille, poussé trop loin ce besoin d'être conséquent avec moi-même ? N'ai-je pas exagéré l'importance que mes opinions pouvaient avoir aux yeux du public ?

---



1914

## LA GUERRE

Il est incontestable que le don de prophétie existe. On le trouve partout, chez tous les peuples, depuis le commencement du monde. Il a donné lieu à bien des abus, à des supercheries sans nombre ; beaucoup s'en sont prévalus pour exploiter la crédulité humaine.

Il y a les vrais et les faux prophètes. Comment faire la distinction ? Comment distinguer entre les prédictions produites par l'inspiration divine, les fantaisies d'une imagination plus ou moins dérégulée, et les prévisions de l'expérience et de la sagesse humaines ? Il est aussi difficile de séparer le faux du vrai en cette matière que dans le cas de cer-



taines guérisons attribuées à l'intervention divine. Qu'il y ait eu des miracles et qu'il y en ait encore, c'est incontestable ; mais que tous les faits sortant de l'ordinaire soient miraculeux, c'est certainement faux. Il en est de même des prophéties. Tout le monde chrétien croit à l'inspiration des prophéties de l'Ancien Testament, de celles surtout qui se rapportent à la venue du Christ.

Il y a des centaines de prophéties qui sont le produit d'imaginations malades, de calculs religieux ou politiques, et un certain nombre ne sont que les prévisions d'esprits clairvoyants, d'une raison cultivée. Il semble qu'à part ces dernières catégories, il y a celles des personnes qui paraissent posséder l'intuition des choses futures, ce qu'on appelle le don de seconde vue et dont les événements justifient souvent les prévisions.

Il est des cas où les prévisions d'une raison cultivée, mûrie par l'expérience, s'accordent avec les

prédictions des clairvoyants ou des prophètes. Les grands événements de l'Histoire ont tous été plus ou moins prédits ou prévus, exemple : la révolution française.

Qui peut nier que les événements actuels aient été annoncés depuis longtemps ?

Cette grande guerre qui doit mettre aux prises toutes les nations de l'Europe et couvrir la terre de ruines et de sang, n'est-elle pas commencée ? Et l'avenir ne donnera-t-il pas raison à ceux qui ont prédit qu'elle se terminerait par l'effondrement de l'empire allemand et de la dynastie des Hohenzollern ?

Si l'on en croyait certaines prophéties ou prédictions, car, cette fois, ce ne sont pas seulement des prévisions, cette grande guerre universelle serait suivie d'une révolution presque générale, d'un soulèvement terrible des classes populaires, et un grand homme surgirait qui rendrait la paix au monde. Mais espérons que ces tristes prophéties ne se

réaliseront pas. Croyons plutôt que cette terrible guerre sera suivie d'années nombreuses de paix et de concorde.

Rien de bon, de grand et d'utile ne s'accomplit dans le monde sans souffrance, sans sacrifice, sans effusion de sang. N'a-t-il pas fallu le sang d'un Dieu pour racheter l'humanité et lui procurer le bienfait suprême du christianisme? La souffrance est le prix, la rançon de toutes les conquêtes, de tous les progrès de l'homme dans l'ordre religieux, moral, social ou politique. On peut donc se faire une idée de la grandeur et de l'importance du résultat des souffrances indicibles de la guerre actuelle, et présager qu'elle sera suivie d'une ère incomparable de progrès, de réformes et de bonheur. Sera-ce le commencement du millenium qui doit être la dernière étape dans l'existence de l'homme?

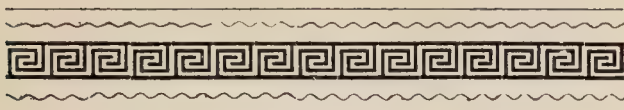
Malheureusement l'exagération ne vient pas que d'un côté; elle se manifeste avec éclat dans le cercle des

champions de l'impérialisme, dont les excès de zèle sont redoutables.

Si on les écoutait on arracherait à l'agriculture et à l'industrie tous les bras dont elles ont besoin pour les lancer sur les champs de bataille, ruinerait le Canada en hommes et en argent sans espoir sérieux d'influer sur les résultats de la guerre. On demande, à grands cris, à la population d'augmenter la production agricole et industrielle et on la somme en même temps de s'enrôler, de prendre les armes ! Avec qui et avec quoi alors se ferait cette augmentation de production agricole et industrielle ? Exagération ! Exagération de tous côtés, de partout ! Les propositions les plus exorbitantes peuvent être faites et adoptées, car les modérés, les sages, craignent qu'on ne soupçonne leur loyalisme, n'osent les combattre.

Nous voguons à pleines voiles dans l'exagération. Où va-t-elle nous conduire ?





1914

---

## QUE FAUT-IL CROIRE ?

Certains philosophes prétendent que l'homme peut, sans religion, remplir ses devoirs de mari, de père de famille, de citoyen, que la conscience et la raison lui suffisent pour cela.

Mais que valent la conscience et la raison que la religion n'a pas formées et dirigées, au moins chez la plupart des hommes ? Que certains hommes soient constitués physiquement et moralement de façon à vivre honnêtement sans le secours de la religion, c'est un fait incontestable. Mais ce sont des exceptions, et encore on a le droit de croire qu'ils

seraient plus parfaits si, aux sentiments d'honneur et aux dictées d'une conscience et d'une raison droites, ils joignaient l'heureuse influence d'une religion éclairée.

On ne peut fonder rien de sérieux sur des exceptions.

Il s'agit de savoir si l'homme en général, si un peuple, si l'humanité peut se passer de religion. L'histoire de tous les temps, de tous les peuples répond négativement à cette question et elle apporte à l'appui de sa négation une série interminable de faits écrasants. Elle constate que la conscience et la raison, la raison même instruite, ne sont pas suffisantes pour rendre un homme ou un peuple vertueux, pour lui donner les moyens de réprimer ses passions, de corriger ses vices et de lui faire accomplir des devoirs pénibles. Elle proclame hautement que, lorsqu'une nation a cessé d'être religieuse, elle a cessé d'être grande et respectée, elle est devenue victime des erreurs et des crimes les plus déplorables.

Exemple : la France de 1793, sous le règne de la raison.

« On peut bien, » dit Lacordaire, « se moquer des poulets sacrés de Rome, mais lorsque Rome cessa de croire à ses poulets sacrés, elle cessa d'être la reine du monde. » Rien de plus vrai, il n'y eut jamais de peuple plus religieux que le peuple romain pendant les premiers siècles si glorieux de son existence. Un peuple sans religion est fatalement voué à la tyrannie des grands ou des petits, aux superstitions les plus ridicules, aux théories et aux passions les plus funestes : l'histoire du monde le démontre sans conteste.

Maintenant, aucune religion ne possède autant que le catholicisme le pouvoir de rendre l'homme vertueux, de lui donner l'énergie de réprimer ses passions, de remplir ses devoirs envers Dieu, envers son pays et sa famille, d'accomplir des actes de dévouement et de sacrifice, de supporter les misères inhérentes à la vie.

Ah ! sans doute, plus son pouvoir

est grand sur les âmes, plus il est susceptible d'abus et d'exploitation, plus il prête à l'exagération, à l'ambition, au fanatisme, à la superstition. Il faut le juger par l'effet sur les âmes qui l'interprètent et la pratiquent honnêtement et sincèrement

C'est lui qui produit depuis dix-huit siècles les hommes les plus parfaits, les saints les plus vénérés que le monde ait connus. Il n'est pas responsable du mal que lui font l'hypocrisie, l'ignorance, le fanatisme et la fausse interprétation de ses préceptes.

Étant donné qu'une religion est nécessaire, indispensable pour le temps et pour l'éternité, aucune n'a jamais offert à l'homme autant de garanties et d'éléments de certitude que le catholicisme.

La raison elle-même dit à l'homme sage qu'elle est incapable par ses propres forces de lui enseigner ce qu'il doit croire et pratiquer, et qu'il doit chercher ailleurs la solution des mystères de la vie présente et future.



Elle proclame la nécessité d'une autorité souveraine pour la guider et l'empêcher de s'égarer dans les erreurs et les contradictions les plus lamentables. Or, où trouver cette autorité en dehors de l'Église catholique ?

---



1914

---

## LES MYSTÈRES DE LA VIE PRÉSENTE ET FUTURE

Qui, à un âge avancé, n'est pas plus ou moins obsédé par les mystères de la vie présente et de la vie future ?

Qui ne cherche pas le pourquoi de son existence, la raison ou l'explication des souffrances et des malheurs de cette humanité, de mille choses plus ou moins incompréhensibles ? Car il faut bien en faire l'aveu : la grande majorité des humains naît pour souffrir. Ceux qu'on pense les plus heureux se croient souvent les plus malheureux. On dirait que l'infortune s'attache spécialement à ceux qui la méritent le moins. Pourquoi ces milliers, ces millions d'in-

firmes, d'invalides, d'aveugles, de sourds-muets, de paralytiques, de scrofuleux dont la vie est si pénible ?

Pourquoi ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants misérables, mal vêtus, mal nourris, qui ne comptent pour vivre que sur le salaire d'un travail ingrat et pénible ? Pourquoi ces riches qui se tuent à trop boire et manger, pendant qu'à leurs portes des miséreux meurent de faim ? Se fait-on une idée de ce que doit souffrir l'aveugle condamné à passer sa vie dans l'horreur des ténèbres, le sourd-muet, l'infirme incapable de marcher, le pauvre homme, la pauvre mère de famille, qui se demandent si leurs enfants pourront souper, le soir, avant de se coucher. Il n'y a pas au Canada de cette misère noire, ils ne sont pas nombreux ceux qui ne peuvent, en travaillant, gagner le pain quotidien. Mais il ne s'agit pas dans le moment d'un pays en particulier, il s'agit de la terre en général, de l'humanité.

Pourquoi ces guerres horribles qui, depuis le commencement du monde, ne cessent de couvrir la terre de sang et de ruines ? Pourquoi ces famines, ces épidémies effroyables qui dévastent et endeuillent le monde, en font une vallée de larmes ? Pourquoi tant de siècles d'injustice, de tortures, de massacres, de supplices inouis, d'exterminations implacables ?

Que resterait-il de l'histoire, si on en faisait disparaître toutes les pages ensanglantées, tous les crimes, les malheurs, les tristesses, les horreurs et les infamies dont elle est remplie ?

Pourquoi donc alors la vie, si elle est si pénible, si cruelle, pour la plupart des hommes ? Voilà les questions qui depuis des siècles tourmentent le génie de l'homme. Voilà le mystère, la grande énigme dont les plus grands esprits cherchent en vain la solution, en s'adressant seulement à la raison.

Certes, il est pénible, humiliant de vivre dans les ténèbres, de ne sa-

voir d'où l'on vient, où l'on va, de ne pouvoir, par la raison, trouver la solution des mystères qui nous entourent.

L'expérience démontre que le christianisme seul offre une solution à ces problèmes déconcertants, et que les plus grands philosophes sont forcés de s'incliner devant ses enseignements.

C'est au Christ qu'il faut s'adresser, c'est à lui qu'il faut demander la raison de tout ce qui nous obsède.

Il a dit : « Heureux les pauvres, ceux qui souffrent, ceux qui ont faim et soif, car ils verront Dieu et ils seront consolés. »

Donc, il y a, il faut qu'il y ait un autre monde, une autre vie, où tout est pesé, réparé, compensé, expliqué, où le vice, l'injustice, le crime seront punis, et la vertu et les bonnes actions, récompensées.

Donc, il ne faut pas se scandaliser de ce qui, sur cette pauvre terre, étonné et confond si souvent notre raison et nous porte à nous deman-



der pourquoi Dieu a fait l'homme tel qu'il est.

S'il n'y avait pas une autre vie, l'œuvre de Dieu serait inexplicable ; l'humanité, depuis qu'elle existe, serait le jouet d'un sentiment faux, d'une croyance illusoire. Ce serait une anomalie peu compatible avec la sagesse du Créateur.

---

---



---

---

## CROISADES NATIONALES

La politique canadienne a vu naître quatre croisades nationales : la première en 1864 ; la deuxième en 1871 ; la troisième en 1885 et la quatrième en 1911. Je viens de parler de la première. La deuxième eut lieu en 1871, lorsqu'un certain nombre de libéraux modérés tendirent le rameau d'olivier aux conservateurs programmistes qui voulaient combattre la politique du gouvernement conservateur relativement aux troubles du Nord-Ouest et aux écoles du Nouveau-Brunswick, mais refusaient d'accepter comme chefs les Dorion, les Doutre et les Laflamme. Le résultat des négociations fut le changement de nom du parti libé-

ral, le choix de M. Jetté comme chef du nouveau parti, et son élection contre sir Georges-Étienne Cartier en 1871. Mais l'alliance des libéraux modérés avec les conservateurs programmistes ne pouvait durer longtemps. Lorsque le parti libéral arriva au pouvoir en 1873, les vieux libéraux seuls furent appelés à faire partie du nouveau gouvernement. L'exclusion de M. Jetté mécontenta les conservateurs qui l'avaient accepté comme chef et avaient contribué à son élection. Aussi, le cabinet Mackenzie n'ayant pu accorder l'amnistie complète aux chefs des métis, et régler les nouvelles difficultés suscitées par la question des écoles du Nouveau-Brunswick, ils lui déclarèrent la guerre, une guerre à mort.

Le *Bien Public*, l'organe du nouveau parti, dont l'auteur de ce livre était propriétaire avec M. Beausoleil, ayant décidé de mourir plutôt que de renoncer à son programme en

faveur d'un tarif protecteur, ce fut la fin du parti national.

La troisième union ou croisade nationale eut lieu en 1885, lorsque l'auteur de ce livre demanda à quelques jeunes conservateurs de se joindre à lui et à ses amis, d'abord pour donner à Riel des défenseurs devant le tribunal de Régina, et ensuite, après sa condamnation, pour faire signer des requêtes en faveur de la commutation de la sentence de mort prononcée contre lui. Mais c'est spécialement après l'exécution de cette funeste sentence que la croisade nationale reçut sa consécration dans la grande assemblée du Champ de Mars où les Bellerose, les Desjardins, les Bergeron, les Trudel, s'unirent aux Laurier et aux Mercier pour condamner le gouvernement et jurer de venger la mort de Riel.

Serments d'amour et serments de politiciens sont éphémères ; bien fou qui s'y fie. Les conservateurs ne tardèrent pas à retourner à leurs premières amours. Mais le mécon-

tentement de la population dura plus longtemps et permit à Mercier de faire une campagne qui le porta au pouvoir en 1886.

La quatrième croisade nationale fut organisée par M. Bourassa pour combattre toute coopération aux guerres de l'Empire. Il en avait lancé l'idée en 1897, lors de la guerre du Transvaal, mais c'est dans l'élection de Drummond et Arthabaska et aux élections générales de 1911, qu'il en démontra la force, en faisant élire comme nationalistes la plupart des candidats de l'opposition. Mais, cette fois encore, les conservateurs, une fois élus, restèrent presque tous au bercail.

M. Sévigny vient d'être élu à Dorchester, en répudiant le programme nationaliste.

Est-ce la fin du nouveau parti ?

M. Bourassa est encore là avec son talent d'écrivain et d'orateur, mais il y a divergence d'opinions parmi ses partisans les plus dévoués, relativement à son attitude vis-à-



vis de l'Angleterre et à ses vues sur la participation du Canada aux guerres de l'Empire ; l'effet de ses discours et de ses écrits, dans les provinces anglaises les effraie.

Si des opinions raisonnables exprimées même par des Anglais relativement à la guerre, deviennent des crimes lorsqu'elles sont énoncées par des Canadiens-Français, on peut se faire une idée des colères soulevées par les tirades ironiques ou enflammées de M. Bourassa et de ses amis contre l'Angleterre.

Nous avons en ce moment une preuve éclatante de la nécessité où se trouvent nos hommes politiques, sous le régime de la Confédération, de pratiquer l'opportunisme, même malgré eux, pourvu qu'ils puissent le faire honorablement. Ce n'est pas étonnant, lorsqu'on voit même des Anglais répudier publiquement des opinions qu'ils expriment privément sur la nature et l'étendue de nos devoirs et de nos obligations envers l'Empire, sur le danger de faire des

sacrifices exagérés d'hommes et d'argent. Si aux époques de crise et d'affolement, les sages conseils sont repoussés, à plus forte raison les paroles irritantes sont dénoncées, condamnées comme des crimes.

Il faut bien avouer que le temps était mal choisi pour faire le procès de l'Angleterre et exprimer des opinions susceptibles d'inspirer des doutes sur le loyalisme des Canadiens-Français. Aussi quel déchaînement de colères, d'insinuations et d'accusations injustes !

Tous ces mouvements ont agité l'opinion publique, remué les cœurs et les esprits et provoqué des discussions émouvantes et souvent utiles. L'existence d'un troisième parti, dans un pays comme le nôtre, est presque nécessairement éphémère et de courte durée. Les conservateurs comme les libéraux, arrachés temporairement à leur parti, se hâtent de rentrer dans les rangs à la première occasion. Pour former en dehors des partis régulièrement organisés un

groupe politique puissant il faudrait une coalition d'hommes forts représentant toutes les provinces, et s'associant pour faire triompher quelque principe d'importance majeure.

Toutefois il est bon que de temps à autre, des hommes de bonne foi fassent entendre la voix de la justice et de la vérité aux gouvernements et aux hommes de parti, pourvu toujours, comme je le dis ailleurs, qu'on ne puisse pas soupçonner leur désintéressement, leur sincérité et qu'ils tiennent compte des exigences de notre situation politique, religieuse et nationale.

---



1915

---

### « LE COLONISATEUR »

Le premier janvier 1862 vit naître le *Colonisateur*, dont les propriétaires étaient : MM. Ludger Labelle, Adolphe Chapleau, Alfred Mousseau, L.-V. Sicotte et L.-O. David. Ils eurent comme collaborateurs MM. D. Ricard, L.-W. Tessier et L.-U. Fontaine. Ils sont tous morts.

M. André Montpetit et l'auteur de ce livre furent les seuls rédacteurs des derniers temps de ce journal. Fondé dans le but de favoriser la cause de la colonisation, ce journal devint populaire et publia sur cette question nationale des articles qui eurent quelque retentissement. Il fut plus d'un fois l'objet des quolibets spirituels de M. Hector Fabre, alors di-

recteur de l'*Ordre*, surtout lorsque ses propriétaires jugèrent à propos de donner un banquet à Sir Georges Étienne Cartier. Dans un piquant compte rendu de ce banquet, M. Fabre disait de Ludger Labelle, qu'il avait un faux air de Robespierre enfant, et, parlant d'un avocat en vue, l'un des chefs du parti conservateur, il disait : « M. X..... a écouté le discours de M. Cartier avec une attention qui fait croire qu'il a tout compris. »

Il voulait savoir comment des journalistes avaient pu s'enrichir assez rapidement dans une carrière si ingrate pour être capables de payer les frais d'un dîner aussi somptueux. Plusieurs des invités le surent lorsqu'ils furent appelés à venir au secours des propriétaires du journal ; ils eurent longtemps ce dîner sur le cœur. Le *Colonisateur* vécut deux ans et mourut d'inanition.

L'*Ordre*, dont il est question plus haut était un journal indépendant, fondé et rédigé, à ses débuts, par



MM. Joseph Royal, Cyrille Boucher, Louis Beaubien, L.-E. de Bellefeuille. Ils sont tous morts, à l'exception de M. de Bellefeuille, qui ne s'occupe depuis longtemps déjà que de gérer ses affaires et de percevoir ses loyers. M. de Bellefeuille était un bon écrivain, un avocat de mérite, un travailleur infatigable. La carrière littéraire et politique de M. Royal est bien connue. Cyrille Boucher avait un talent d'écrivain peu ordinaire, il écrivait avec une énergie de pensée et d'expression vraiment remarquable ; ses articles avaient du retentissement et donnaient à l'*Ordre* une grande popularité. Sa vie fut courte, triste, dramatique. Il avait tout le talent requis pour devenir l'un des remarquables écrivains du pays. Mais, comme beaucoup de jeunes gens, il a manqué de patience, de persévérance. Se résigner à rester pauvre pendant plusieurs années, quand on a du talent et de l'ambition, demande un caractère bien trempé.

Les caractères plus que les intelligences nous font défaut.

L'honorable Alphonse Desjardins fut pendant deux ans le rédacteur de *l'Ordre*. M. Plinguet en était le propriétaire et l'imprimeur ; c'était un brave homme, intelligent et entreprenant. Il lui plaisait d'être propriétaire d'un journal indépendant. Mais il ne réussissait à le faire vivre qu'à force d'économie. Les rédacteurs de journaux étaient pauvrement payés ; à cette époque, un millier de piastres était considéré un bon salaire ; un journal qui avait de trois à quatre mille abonnés était grandement admiré, envié même. Il n'avait pas pour réussir les colonnes d'annonces qui emcombrent les journaux de notre époque, mais on le lisait depuis la première jusqu'à la dernière ligne.

Montpetit, dont je parle plus haut, était l'un des jeunes écrivains les mieux doués de cette époque. Les livres qu'il a composés pour les écoles et ses ouvrages sur la pisciculture,

sur nos hommes forts, etc., dénotent un talent aussi sérieux que brillant. Il cultivait aussi avec succès la poésie ; dans les soirées de famille du temps, souvent on faisait parler Champleau à propos de n'importe quoi, et Montpetit récitait des vers composés pour la circonstance. C'était un beau grand garçon, de fort bonne mine, mais brun, très brun. Ayant eu l'idée d'aller demeurer à l'Ancienne Lorette, les sauvages de l'endroit le nommèrent l'un de leurs chefs.

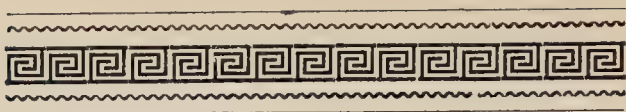
Lorsque, dans certaines circonstances, il revêtait son costume de chef, les étrangers qui le rencontraient, disaient : « Quel beau sauvage ! » En vérité, il était trop beau pour un sauvage. Un jour, des Français visitant l'Ancienne Lorette étaient surpris, désappointés de ne point rencontrer de sauvages. Ayant aperçu Montpetit qui revenait de la pêche, l'un d'eux s'écria : « Enfin, en voici un ! »

Il étudia le droit et fut admis au Barreau en 1864 ou 1865, mais il re-

nonça bientôt à l'exercice de sa profession pour accepter dans le service civil une position qui lui permit de se livrer au culte des Lettres. Il avait épousé une femme d'esprit, sœur de Ludger et de Elzéar Labelle. Il est le père de notre jeune et distingué professeur, Édouard Montpetit, dont le talent vient de deux sources fécondes.

Chapleau me racontait un jour que lorsque Montpetit fit son entrée au collège de Saint-Hyacinthe, M. Désaulniers, dont l'enseignement a illustré cette maison, l'ayant rencontré, l'arrêta et lui demanda : « Quel est ton nom, mon gros » ? « Montpetit, monsieur. » « Petit farceur, » dit en riant M. Désaulniers.

---



1916

---

## SOYONS PRUDENTS

Les jeunes gens sont portés à croire que la prudence, chez les hommes âgés, est de la faiblesse, que leur modération est de la timidité.

J'ai été jeune et je me rappelle que plus d'une fois j'ai péché sous ce rapport, et je me demande si alors je n'ai pas été injuste envers certains hommes.

Ils sont rares les hommes publics qui, dans ce pays ou ailleurs, n'ont pas eu à subir des épreuves de ce genre. LaFontaine lui-même n'y a pas échappé ; on l'accusait de ne pas marcher assez vite dans la voie des réformes et c'est une des raisons qui l'ont induit à abandonner la vie publique.



La temporisation a souvent été le salut d'un peuple ; l'histoire en fournit des preuves éclatantes, de même que la modération, dans la fermeté, a assuré le succès de nobles causes que l'impatience et la violence auraient perdues.

Notre infériorité numérique dans la Confédération, ne fera que s'aggraver ; elle nous oblige à joindre la prudence et l'esprit de conciliation à la fermeté, afin d'obtenir ou de conserver, dans les éléments raisonnables de la population anglaise, des sympathies dont nous avons besoin. Il ne faut pas oublier que, si nous avons pu éviter des conflits regrettables, funestes même, c'est grâce à ces sympathies, à l'aide que nos hommes d'État ont trouvée chez nos concitoyens d'origine anglaise.

J'ai toujours pensé qu'il fallait éviter tout ce qui pourrait amener une coalition des provinces anglaises contre la province de Québec. Il ne faut pas oublier que, dans le pro-

chain parlement, il y aura environ 180 députés d'origine anglaise contre environ 60 députés d'origine française.

Mais, pour éviter ce danger, faut-il aller jusqu'à l'abandon de nos droits religieux et nationaux, jusqu'à l'abdication de notre dignité nationale, jusqu'à plier la tête devant toutes les injustices et la violation des garanties que les traités et l'Acte Fédéral nous assurent.

Non, car alors ce serait de la faiblesse, de la lâcheté, et nos adversaires eux-mêmes seraient les premiers à nous mépriser.

Non, lorsque nous serons allés jusqu'aux dernières limites des concessions raisonnables, lorsque notre conscience et notre jugement nous convaincront que nous avons épuisé toutes les ressources de la prudence et de la modération, lorsque nous ne pourrons plus compter sur l'esprit de justice et le *fair play* de nos concitoyens d'origine anglaise, alors, mais alors seulement, il nous faudra peut-

être accepter les conséquences de la formation d'un groupe, d'un centre français et catholique.

Mais le vote de trente-cinq députés anglais en faveur de la motion Lapointe relativement à la question des écoles d'Ontario, démontre évidemment que le temps de la séparation n'est pas arrivé, et que nous pouvons encore retarder les conflits dangereux et si redoutables qu'elle entraînera.

Mais, en dehors de la politique, il est un groupement qui pourrait se faire, un groupement de toutes nos forces nationales par l'entremise de nos sociétés Saint-Jean-Baptiste, dans le but de procurer à nos compatriotes, au Canada, comme aux États-Unis, la protection et l'aide morales et matérielles les plus efficaces.

La question de l'union de toutes ces sociétés a déjà été discutée mainte fois depuis longtemps, mais leur désir de garder leur homogénéité a toujours été considéré un obstacle sérieux à une union étroite. Toute-

fois, on pourrait, je crois, faire face à cette objection en remplaçant l'alliance, la fusion par l'entente cordiale. L'entente cordiale, c'est elle qui en ce moment lutte si héroïquement sur les champs de bataille de l'Europe; c'est elle qui va assurer le triomphe de la justice, de la liberté, de la civilisation. C'est par elle aussi que nous pourrions, il me semble, assurer le triomphe, en Amérique, de la cause sacrée de nos droits religieux et nationaux, en secourant partout les minorités persécutées, en les aidant par exemple à fonder et maintenir des écoles françaises, en plaidant leur cause, en leur donnant les moyens pratiques de la défendre et d'en assurer le triomphe.

Nous pourrions, je crois, nous entendre pour créer cette entente cordiale, pour l'asseoir sur des bases acceptables.

Notre cause est belle, noble, digne de tous les dévouements, de tous les sacrifices, mais prenons garde de l'affaiblir par des violences de lan-

gage, par des menaces et des mesures agressives.

J'admire le courage et le dévouement des champions de la langue française, j'admire leur talent, leur éloquence, je rends hommage à la sincérité de leurs convictions. Mais je ne puis m'empêcher de regretter qu'on ait donné raison à nos concitoyens d'origine anglaise de penser et de dire que les champions les plus ardents des écoles françaises sont les ennemis de l'Angleterre, de tout ce qui est anglais, que leur attitude relativement à la guerre en est la preuve évidente. Combien de fois j'ai entendu des hommes raisonnables, des Anglais bien disposés à notre égard, dire : « Les chefs de la croisade en faveur des écoles françaises sont en même temps les chefs de la campagne contre la participation des Canadiens-Français à la guerre, à une guerre dont les résultats pourraient être si funestes, non seulement à l'Angleterre et à la France, mais encore à nos destinées

nationales et politiques. Comment voulez-vous que, dans l'irritation produite par cette croisade anti-britannique, nous fassions cause commune avec vous ? » On disait encore : « Ne faut-il pas que les chefs de cette croisade soient bien hostiles à l'Angleterre pour qu'ils ne tiennent pas compte des dangers que court la France, pour que la haine de l'Angleterre l'emporte sur leur amour de leur vieille mère-patrie ? »

Que répondre à ces questions ?

Des Anglais d'Angleterre et du Canada ne se gênent pas pour exprimer des opinions et des sentiments semblables, c'est vrai, mais ce sont des Anglais dont on ne peut soupçonner les motifs, auxquels leurs compatriotes ne peuvent reprocher de vouloir ou de désirer la défaite de l'Angleterre.

« La vérité est toujours bonne à dire, » répond-on. Non, pas toujours, spécialement lorsqu'elle ne peut faire que du mal, lorsqu'elle ne peut avoir d'autre effet que de mettre en danger



nos intérêts les plus sacrés, de donner des armes à nos ennemis et de nous aliéner les sympathies les plus précieuses.

Que pouvons-nous gagner à faire croire que nous ne voulons rien faire pour aider l'Angleterre et la France à triompher, lorsque leur défaite porterait un coup si fatal à leurs destinées ? A quels reproches sanglants et humiliants nous nous exposons ?

Nous aimons à dire que nous marchons sur les traces de nos ancêtres, à suivre leurs exemples. Eh bien ! Qu'ont-ils fait, nos ancêtres, dans des circonstances analogues ? En 1776 et en 1812, alors que les Canadiens-Français combattaient pour la conservation de leur langue, de leurs droits religieux et nationaux, Joseph Papineau et son fils, Louis-Joseph Papineau, oubliant les justes griefs de leurs compatriotes, mettaient leur épée au service de l'Angleterre et marchaient contre l'ennemi . Nous sommes heureux et fiers de citer leur exemple, de rappeler ce

qu'ils ont fait pour conserver le Canada à l'Angleterre. Pourrions-nous en dire autant après la guerre actuelle, si nous donnions à nos contemporains anglais le droit de dire que nous n'avons rien fait pour assurer le triomphe de l'Angleterre et de la France ? Et avons-nous songé que nous nous exposerions à amoindrir, sinon à nullifier le mérite du grand nombre de nos compatriotes qui luttent, souffrent et meurent pour la cause sacrée des alliés ?

Ils sont nombreux heureusement ceux que le devoir et l'honneur national ont conduits sur les champs de bataille de la France, et dont le courage et la bravoure nous honorent, et nous aurons le droit de les acclamer lorsqu'ils nous reviendront triomphants. Nous serons heureux de les louer d'avoir participé à une victoire que le monde entier saluera avec enthousiasme. Oui, ce sera notre droit, notre devoir ; mais l'aurions-nous ce droit, si ces braves avaient raison de dire que nous n'a-

vons rien fait pour les aider à remporter cette victoire ?

Je dis ces choses sans aigreur, sans autre but que celui d'être utile à ma province, à mes compatriotes, à ceux même qui pensent autrement, et je les sou mets au bon jugement, à la raison de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre nationalité et redoutent tout ce qui peut nuire à son honneur, à son influence, à son avenir. Non, ne faisons rien pour compromettre notre cause, pour l'amoindrir, pour décourager les sympathies qu'elle rencontre dans les centres anglais les plus intelligents, et dont elle a besoin pour triompher. N'oublions pas qu'il est des erreurs, des fautes dont les conséquences sont fatales à un peuple.

---



1916

---

## LES CAPITAINES DE MILICE

Un bon nombre de capitaines de milice furent destitués en 1837, pour avoir pris part aux assemblées orageuses qui précédèrent l'insurrection. Mon père, qui était capitaine, ayant assisté à la fameuse assemblée de Saint-Laurent, le gouverneur général lui fit adresser la lettre suivante :

« Château St-Louis, 12 août 1837.

« Cher monsieur,

« L'attention du gouverneur  
« en chef a été appelée sur le rapport  
« fait par le *Vindicateur*, d'une assem-  
« blée tenue à Saint-Laurent, le  
« 15 mai dernier, et dans laquelle des  
« résolutions recommandant la vio-

« lation de la loi ont été adoptées.  
 « Comme on dit que vous avez pris  
 « une part active à cette assemblée,  
 « je suis chargé par Son Excellence,  
 « vu que vous tenez une commission  
 « de la Couronne, de vous demander  
 « si vous avez assisté à cette assem-  
 « blée et participé aux résolutions  
 « qui ont été adoptées, et, dans le  
 « cas où vous répondriez affirmati-  
 « vement, si vous avez quelques ex-  
 « plications à offrir. »

« J'ai l'honneur d'être votre  
 obéissant,

WALCOTT, *sec.*

Mon père était patriote, mais comme la plupart des principaux citoyens des paroisses de l'île de Montréal, il ne joua pas un rôle actif dans le mouvement insurrectionnel. Il répondit à la lettre du gouverneur qu'en assistant à l'assemblée de Saint Laurent comme simple spectateur, il n'avait enfreint aucune loi, qu'il avait simplement usé du droit que possède tout sujet anglais de se ren-

seigner sur les affaires publiques. Il ne fut pas destitué.

Le capitaine de milice était autrefois, sous l'ancien comme sous le nouveau régime, un personnage important. C'était le représentant le plus autorisé du gouvernement dont il était chargé de faire connaître et exécuter les ordonnances. Pendant longtemps, il exerça les fonctions de magistrat, de juge de paix.

Le mai planté en face de sa résidence indiquait son importance et le signalait à l'attention publique. L'un des plaisirs de ma jeunesse était, le dimanche, de hisser le drapeau au bout du mai et de le voir flotter au souffle de la brise. L'installation de ce mai était l'occasion de fêtes joyeuses qui se répétaient souvent, toutes les fois que les miliciens croyaient nécessaire de le réparer, de le peindre, de remplacer une cheville ou une corde ; les prétextes ne manquaient pas. Ils arrivaient, le matin du 1<sup>er</sup> mai, par escouades, un certain nombre avec des fusils à



pierre qui ne partaient pas du premier coup et qui n'avaient servi jusqu'alors qu'à tuer des tourtes et des canards. Lorsqu'ils étaient tous réunis, il fallait les voir et les entendre, riant, dansant, chantant et tirant presque sans interruption des coups de fusil. Comme le capitaine avait été prévenu, il savait que ses braves soldats ne se contenteraient pas de chanter et de tirer du fusil, mais qu'ils auraient faim et soif. Aussi, il faisait provision abondante de viandes, de bière, de jamaïque ; les pièces de jambon, de porc frais, les plats de boudin et de saucisse, les cruches de bière disparaissaient comme par enchantement. Lorsqu'il ne restait plus rien à manger et à boire, lorsqu'il n'y avait plus de poudre dans les cornes, les braves miliciens se retiraient heureux et convaincus d'avoir fait leur devoir. C'était à peu près la seule occasion qu'ils eussent de manifester leur goût des armes ; c'était l'acte le plus important de leur service mili-

taire. Pourtant non, une fois, le jour de la Saint-Pierre, après la messe, le capitaine les somrait de se réunir à la porte de l'église, de s'aligner et après les avoir fait appeler, il leur faisait crier : « Vive le Roi » ou « Vive la Reine », et le pays était sauf, la paix assurée.

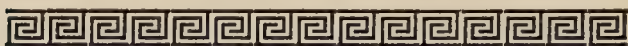
Comment veut-on que des hommes si ignorants du métier des armes, auxquels on ne cesse de répéter depuis cent ans que nous n'aurons jamais raison de craindre le fléau de la guerre, que le seul danger à redouter est une invasion américaine et que ce danger est illusoire, comment veut on, dis-je, que ces hommes s'enrôlent avec enthousiasme pour aller se battre en Afrique ou en Europe ; qu'ils quittent femmes et enfants et abandonnent leurs champs où leur travail est si nécessaire, pour aller prendre part à une guerre qui les touche de si loin et si indirectement ?

Ce serait bien différent s'il s'agissait de défendre leurs foyers envahis,

leurs familles et leurs biens menacés.

Après tout, le recrutement parmi la population rurale des provinces anglaises n'a pas eu beaucoup plus de succès. Rien de plus naturel, de plus facile à expliquer.

---



1916

---

## LE CLERGÉ ET SA MISSION

Plus je vieillis, plus je me convaincs que le clergé est la plus grande force nationale et morale du pays, le moteur le plus puissant des œuvres de charité et de dévouement, le corps de l'Etat de plus ouvert aux idées généreuses, aux sentiments élevés. Combien de fois j'ai constaté que, sans le clergé, il est difficile de fonder une œuvre qui demande du zèle, du dévouement ! C'est pour la conserver toujours, cette force bienfaisante, que je me suis permis parfois de mettre le clergé en garde contre certains abus d'autorité, surtout en matière politique, et de lui dire des choses désagréables, malgré la sympathie que je lui porte. J'é-

tais de bonne foi, j'étais convaincu que la religion souffrirait sérieusement de l'usage que des politiciens faisaient de son influence religieuse, et qu'il était dangereux de donner raison de croire et de dire que les catholiques, dans ce pays, n'étaient pas libres de parler et de voter suivant leur conscience et leur jugement. Les autorités romaines ont adopté cette manière de voir et nous avons eu depuis, dans une certaine mesure, la paix religieuse. Les relations entre le clergé et nos hommes politiques n'ont jamais été plus amicales ; bien des préjugés sont tombés, beaucoup de rancunes regrettables sont disparues.

Jamais le clergé n'a été dans des conditions plus favorables pour accomplir sa bienfaisante mission parmi nous, pour exercer son action dans l'intérêt religieux, moral et national de notre population. C'est lui qui, dans nos collèges, nos écoles et nos chaires paroissiales, forme l'esprit et le caractère du peuple, de

ceux surtout qui sont destinés à le conduire, à exercer, dans certains milieux, leur influence sur leurs semblables.

C'est une grande et noble mission qui demande beaucoup de zèle, de dévouement et de tact.

Si les hommes qu'il a formés ne sont pas, au point de vue moral et national, ce qu'ils devraient être ; si, dans la vie privée ou publique, ils commettent des fautes graves, on l'en rend plus ou moins responsable. « Voilà, » dit-on, « les résultats de notre système d'éducation. » Naturellement les opinions, à ce sujet, sont souvent injustes ou exagérées.

Toutefois, dans nos collèges et nos écoles, on devrait plus que jamais stimuler chez les élèves le respect de soi-même et des autres et combattre des défauts qui sont de nature à nous amoindrir aux yeux des autres races comme Français et catholiques, à leur faire méconnaître la valeur de notre formation morale, de notre système d'éducation.



Plus que jamais il faut former des hommes forts, à la conscience éclairée, aux principes solides, des hommes de caractère, de volonté et d'action, pénétrés du sentiment du devoir, capables de résister aux tentations, aux séductions néfastes, comme aux désenchantements si cruels de la vie. On devrait les préparer à faire face aux dangers de l'avenir, leur indiquer les moyens de les combattre. Que de naufrages, que d'existences brisées, faute de connaissance, d'avertissement ou de direction ! Aux motifs religieux qui devront les guider, on devrait joindre le sentiment du devoir, le culte de l'honneur privé et national, le respect des lois, de l'autorité, de la propriété publique et privée, la crainte de tout ce qui est vil, vulgaire, grossier, de tout ce qui peut faire mal juger notre population.

A quoi nous servira-t-il de faire étalage de nos convictions religieuses et nationales, de célébrer sans cesse les vertus de nos ancêtres, si

nos actes ne justifient pas nos prétentions, si, dans la vie publique comme dans la vie privée, nous ne valons pas mieux que les autres. Il est certaines vérités que le clergé devrait entendre ; Il devrait faire la distinction entre les hommes sincèrement religieux qui lui disent ces vérités dans son intérêt et pour le bien de la religion, et ceux qui, en dénonçant certains abus, sont inspirés par un mauvais esprit, par le désir de faire accepter des théories dangereuses. Ces hommes de bien se croyant mal notés, dans les cercles ecclésiastiques, pour avoir dit des vérités qu'ils croyaient utiles, finissent par se taire et laissent le champ libre à ceux que les scrupules religieux ne fatiguent pas.

De ce qui précède, voici la conclusion.

Les Canadiens-Français en général, nos prêtres en particulier, ont intérêt à ce que le clergé conserve son influence et son autorité pour le bien moral et national de notre

population. A cette fin, ils devraient s'entendre pour faire ce que le bonheur et le progrès de notre province exigent, pour empêcher ou éviter des abus, des fautes et des erreurs, des mécontentements et des irritations funestes à cette autorité.

Si nous devons avoir le plus grand respect pour le caractère, les vertus et les enseignements de nos prêtres et reconnaître, en toute occasion, leur zèle religieux et national, ils doivent, de leur côté, tenir compte de nos droits, de nos devoirs et de nos intérêts dans les sphères soumises à notre juridiction. Dans l'administration des fabriques, des écoles, des affaires publiques en général, ils doivent écouter les conseils des bons citoyens, prêter l'oreille aux plaintes qui souvent se font entendre. Il est toujours dangereux d'abuser de la bonne volonté, de la sympathie et de la générosité des gens ; il est bon même quelquefois de modérer un zèle momentané, un excès de sympathie. Lorsque, sous l'em-

pire d'un sentiment généreux, les citoyens ont contracté des obligations trop onéreuses, ils oublient qu'ils ont consenti à tout et ils cherchent à jeter sur d'autres épaules la responsabilité de leur imprudence. La construction des églises et des presbytères donne souvent lieu à des cas de cette nature.

Combien de fois des catholiques sincères, ardents même, n'ont pas voulu dire ce qu'ils croyaient juste et bon, ou protester contre certains abus, afin de ne pas s'exposer à être mal notés par leur curé et par son entourage ?

Mais il faut avouer que dans la plupart des cas, le conseil privé est plus convenable, vaut mieux et a plus d'effet que la critique publique.

Convaincu comme je le suis que nos destinées dépendent en grande partie de notre clergé et de la sagesse de ses actes, que nulle autre autorité n'a autant d'influence sur les opinions, les sentiments de notre population, je ne puis me lasser de

répéter ce que je crois nécessaire à la conservation de cette influence.

Avoir entre les mains les destinées nationales et morales d'un peuple est un grand honneur, une tâche glorieuse, mais aussi une lourde responsabilité. Savoir concilier dans un milieu comme le nôtre, les intérêts éternels de ce peuple avec ses intérêts temporels, avec les exigences de son progrès matériel et de son influence nationale, demande beaucoup de sagesse et de prudence.

Le prêtre a été l'ami le plus fidèle, le plus dévoué, le conseiller le plus sage de nos pères, il était à côté d'eux dans leurs luttes et leurs souffrances, pour les fortifier et les consoler, pour leur apprendre à vivre saintement et à mourir héroïquement. Sans lui, auraient-ils réussi à fonder une Nouvelle-France, à implanter en Amérique la civilisation française et le christianisme ?

Il doit continuer son œuvre de conservation nationale et religieuse, en tenant compte des besoins nou-

veaux, du progrès des idées, des exigences du temps et de notre situation sociale et politique, en démontrant que le catholicisme, au lieu d'être un élément de faiblesse, est pour un peuple un élément de force morale et nationale, de vertu, d'honnêteté, de patriotisme, de véritable progrès ; qu'enfin une société soumise à son autorité est une société de bons chrétiens, de citoyens vertueux et utiles, accomplissant avec zèle et intelligence leurs devoirs envers Dieu et la patrie.

[ Toutes les rigueurs dont j'ai été et pourrais être l'objet, ne m'empêcheront pas de croire et de dire qu'il n'y a rien de plus beau et de meilleur sur la terre que le sacerdoce catholique et que nulle part plus qu'au Canada il n'a exercé son influence salutaire. Et c'est sous l'empire de cette conviction que je me suis permis de dire des choses qui m'ont attiré ses rigueurs. Plus j'étais convaincu, plus je me croyais obligé de le mettre en garde contre certains



abus en lui répétant ce qui se disait dans le monde où je vivais.

Il faut qu'il y ait dans le monde des hommes qui aient le courage de dire des vérités désagréables, même à ceux qu'ils aiment ; c'est un rôle ingrat et qui demande beaucoup de courage, de discrétion, de dévouement et une force de conviction que les déboires ne puissent pas ébranler.

Ils sont nombreux ceux que la critique exagérée, l'agression violente et les dénonciations humiliantes jettent dans l'indifférence ou le scepticisme religieux et national.

L'orgueil blessé fournit un grand nombre de recrues à l'armée des libres-penseurs.

---

---

---



---

---

1916

---

## GROS PROBLÈME

Il est incontestable que plus d'une fois depuis longtemps, lorsque notamment ses relations diplomatiques avec les États-Unis étaient critiques, l'Angleterre aurait volontiers cédé le Canada à nos puissants voisins ou lui aurait permis de rompre le lien colonial. Plusieurs de ses principaux hommes d'État et de ses grands journaux ont souvent exprimé l'opinion que le Canada était pour elle une cause de faiblesse et d'embarras, de complications internationales. En 1871, lors de la crise provoquée par la question de l'Alabama, lord Thornton, ambassadeur anglais à Washington, disait au Secrétaire d'État américain, M. Fish, que l'Angleterre

céderait volontiers le Canada ou lui permettrait de se séparer, s'il le voulait, mais qu'il ne voulait pas.

C'est pourquoi le gouvernement anglais ne se gênait pas de régler, à nos dépens, ses différends avec les États-Unis. Ne pouvant nous céder en bloc, il nous cédait en détail, par morceaux.

La situation est changée.

Depuis que l'Angleterre a constaté les progrès et le développement merveilleux du Canada et le profit qu'elle pouvait en tirer au point de vue commercial et militaire, elle tient plus que jamais à le garder, à le faire contribuer à sa prospérité, à sa puissance. Au Canada comme en Angleterre la guerre actuelle a eu l'effet de resserrer le lien colonial, de tourner le sentiment d'un grand nombre de nos concitoyens anglais vers une union plus intime avec l'Angleterre. Jusqu'où ira ce sentiment ? Combien de temps durera-t-il ? La solution des grands problèmes et le poids des fardeaux écrasants que la

guerre va nous imposer, pourraient bien modifier nos relations avec l'Angleterre.

C'est peut-être chez les Canadiens-Français qu'on trouvera le moins de zèle pour un changement. La crainte de l'inconnu et des dangers que l'indépendance ou l'annexion pourraient offrir à nos institutions religieuses et nationales, devra nous inciter à la prudence. Comment pourrions-nous parer à ces dangers, si nous consentions à entrer dans ces voies nouvelles avec notre constitution actuelle, une constitution qui nous cause tant d'ennuis et dont l'interprétation est une source de discordes religieuses et nationales ?

L'histoire nous apprend à nous méfier des changements de constitutions si souvent funestes aux minorités.

La question de la fédération impériale ne pourra manquer de faire surgir celle de la fédération américaine et de provoquer des débats intéressants, émouvants même, sur leurs

avantages et leurs désavantages respectifs. Naturellement la question de l'indépendance n'échappera pas à cette discussion intéressante.

Espérons que, cette fois, aucun changement constitutionnel n'aura lieu sans être soumis spécialement au peuple.

---

---

---



---

---

1916

---

## CONJECTURES SUR LA FIN ET LES RÉSULTATS DE LA GUERRE

Les efforts faits pour mettre fin à la guerre n'auront aucun résultat pratique, tant que les alliés ne seront pas en état d'imposer leurs conditions à l'Allemagne, afin de résoudre les problèmes et de faire disparaître les causes qui l'ont produite.

Ces conditions sont la réorganisation de l'Europe basée sur le principe des nationalités ; la reddition de l'Alsace et de la Lorraine à la France, la reconstruction de la Pologne ; le partage de la Turquie ; la délimitation des frontières de presque tous les pays de l'Europe ; et, par-dessus tout, la destruction du militarisme tyrannique et de l'esprit de domination de l'Allemagne.

Or, pour que l'Allemagne con-



sente à ces conditions, il faut qu'elle soit écrasée, rendue incapable de s'y opposer. Mais, avant que cette orgueilleuse Allemagne ne soit réduite à cet état d'impuissance, que de flots de sang vont couler, que de ruines, de souffrances et d'horreurs vont affliger le monde ! La rage et le désespoir donneront à son génie de destruction une force incroyable. On n'aura jamais rien vu de semblable sur la terre.

Une autre année suffira-t-elle aux alliés pour chasser l'Allemagne de la France, de la Belgique, de la Pologne, pour la forcer à s'avouer vaincue ?

Après la guerre, lorsque les hommes d'État seront appelés à reconstruire sur les ruines qu'elle aura faites, leur tâche sera ardue. Que de temps et d'habileté il faudra pour satisfaire toutes les exigences, toutes les ambitions, pour empêcher de nouveaux conflits et fonder une paix durable !

Et puis, il y a les troubles intérieurs

à craindre, les conflits entre le socialisme et le militarisme, entre la monarchie et la république. Il faudra compter avec ces généraux, ces officiers et ces soldats qui reviendront de la guerre, couverts de gloire et jouissant d'une influence et d'une popularité qui les rendront tout-puissants.

Il y aura peut-être, parmi ces chefs d'armées, des ambitieux ou des hommes à convictions ardentes qui croiront devoir mettre leur épée au service d'une cause ou d'un parti.

La monarchie, la république, le socialisme et le militarisme seront les éléments dangereux de troubles et de conflits.

Tout est possible ; le monde après la guerre ne sera peut-être pas au bout de ses tribulations ; il passe à travers l'une de ces grandes transformations politiques, sociales et religieuses dont le sang et la souffrance semblent l'apanage et le prix nécessaires.

Pauvre humanité !

---



---

---

## QUELQUES SOUVENIRS

On a souvent fait l'éloge de la génération étudiante des Canadiens de 1862 à 1868. Et j'estime, au risque de m'attirer le reproche du poète latin : *laudator temporis acti*, que c'était justice. Cette jeunesse en effet — celle de Montréal, par exemple — était vraiment pleine de promesses qu'elle a, en somme, tenues. C'était une forte et féconde génération, dont l'Église et la patrie, les lettres et la politique devaient honorablement bénéficier ; toute une pléiade d'étoiles de première grandeur, dont quelques-unes jettent encore de l'éclat au ciel de notre pays.

Des générations qui nous avaient

précédés, il restait des hommes puissants qui avaient joué un rôle important dans les événements de 1837 et 1838, dans les luttes glorieuses de 1840 et 1848, aux jours presque légendaires aujourd'hui de la conquête du gouvernement responsable.

C'était LaFontaine, l'homme d'État sage et honnête, chez qui le sens de l'honneur, du devoir et de la dignité personnelle était si marqué et si frappant. Il présidait souvent la cour d'Assises, et nous allions le voir, l'entendre, le contempler, l'admirer. Il était beau, avec sa belle et forte tête — sa tête napoléonienne — avec sa physionomie empreinte tout ensemble de sagesse ferme et de bienveillance digne. Ce n'était pas un orateur. Il parlait lentement, froidement, sans le moindre geste, ni la moindre émotion. Mais quelle logique et quelle assurance il possédait, qui captivait quand même et surtout convainquait !

C'était Papineau, l'éloquent et puissant tribun, dont la voix avait électrisé nos pères et qui passait les dernières années de sa vie dans le silence et le recueillement. Nous prenions plaisir à nous trouver sur son chemin ; il répondait à nos saluts avec un air de grandeur, une distinction et une courtoisie dignes des hauts et puissants seigneurs d'autrefois.

C'était encore Norbert Morin, l'émule en sagesse et en science et l'ami de LaFontaine ; c'était Viger, c'était Cherrier et les autres, reliques glorieuses d'une époque grandiose, dont les paroles et les actes restaient comme autant d'exemples vivifiants et inspireurs du bien.

Et puis, parmi les hommes dans la force de l'âge et la maturité du talent, on remarquait, au barreau et dans la politique, les Cartier, les Dorrion, les Loranger, les Ouimet, les Papin, les Laflamme, les Cassidy, les Morin (Siméon), les Doutre, les Jetté, les Marchand, les Bétournay,

les Pominville, les Daoust, les Lancot, les Labrèche-Viger, et tant d'autres !

Dans les lettres, les œuvres de Garneau, de Casgrain et de Crémazie enflammaient les âmes poétiques et faisaient passer partout un souffle d'idéal et de patriotisme.

Le *Cabinet de Lecture Paroissial*, l'*Union Catholique*, l'*Institut Canadien-Français* offraient, toutes les semaines, à la jeunesse l'occasion de s'instruire, de se distinguer par des conférences et des discussions qui attiraient l'élite de la société. Le club Pothier et quelques autres cercles réunissaient aussi périodiquement des jeunes gens studieux qui s'initiaient en commun aux secrets de la loi et aux mystères de la procédure légale.

Il n'y avait pas alors d'université française et le code canadien n'existait pas ; il fallait chercher les lois éparses dans des statuts plus ou moins obscurs. La seule école publique de droit était celle du collège



des Jésuites, où, trois fois par semaine, nous nous réunissions autour de Maximilien Bibaud, pour recevoir la manne légale qui tombait de ses lèvres mystérieuses. A part l'Université McGill où l'on voyait peu la jeunesse canadienne-française, Maximilien Bibaud monopolisait l'enseignement légal ; il concentrait dans son imposante personne toute la science des facultés et des universités : c'était à lui tout seul notre *Alma Mater* ! Beaucoup de science et d'originalité en faisaient un personnage qui n'était pas banal. Toujours drapé dans un manteau noir, l'aspect sévère et l'air solennel, il ressemblait aux docteurs de la loi enseignant dans les synagogues. Fidèle et constant admirateur de Thémis, il ne voulut jamais avoir d'autre épouse et refusa toute sa vie d'entendre d'autres oracles que les siens.

A part le temps où il exerçait ses fonctions de professeur, on le voyait constamment marcher en face du

bureau qu'il tenait, pour la forme, sur la petite rue des Fortifications. Il marchait comme il parlait, avec poids et mesure, la tête droite, les yeux fixes. On ne le vit jamais rire, mais jamais pleurer non plus ; c'était un philosophe de l'école des stoïciens, regardant toutes choses froidement, avec une suprême indifférence.

On assistait à ses cours en lisant des romans, en jouant des tours aux voisins, en suscitant des discussions amusantes entre lui et quelques-uns de ses élèves les plus retors. Lorsqu'il était embarrassé, il accablait ses jeunes contradicteurs sous une avalanche de textes latins ou de citations grecques, mais sans jamais changer de ton, toujours calme et solennel. Nous le respections tout de même et admirions sa patience et son sang-froid. Il appartenait, comme l'on sait, à une famille d'hommes savants et lettrés, étant lui-même auteur de plusieurs ouvrages d'histoire, qu'il signait *Bibaud jeune*,

afin qu'on ne le confondît pas avec son père, Michel Bibaud, auteur d'une histoire du Canada dont le fond et la forme laissent à désirer.

Inutile de dire que les cours de Maximilien Bibaud ne valaient pas ceux qu'on donne maintenant, à Laval, et que le diplôme que l'on recevait, après avoir paru les suivre pendant trois ans, ou trois mois, ne faisait pas preuve *prima facie* d'une haute capacité.

On faisait alors sa cléricature en s'occupant de tout : de littérature, de politique, de journalisme, de musique même, en remplaçant, trop souvent peut-être, les doctes enseignements de Pothier et de Domat par les poétiques inspirations de Victor Hugo, de Lamartine ou de Musset. Les journaux poussaient comme des champignons, ils ne vivaient pas longtemps, mais leur courte vie était bien remplie et très mouvementée.

La vie intellectuelle était intense, ardente, les esprits, toujours en ébul-

lition. Mais cet état d'âme, cet éparpillement des forces intellectuelles étaient peu favorables à l'étude approfondie de la loi ou des sciences. Les études professionnelles sont plus fortes aujourd'hui, le régime universitaire exige de la jeunesse un travail plus assidu, plus suivi, qui l'empêche de se livrer aux fantaisies brillantes qui nous séduisaient.

Après tout, le régime nouveau vaut mieux que l'ancien. Il donnera aux professions libérales des hommes plus forts, plus positifs, plus attachés aux devoirs de leur état, plus désireux de s'y faire un nom et une position. Les carrières sont encombrées ; la vie devient de plus en plus dure, le succès plus difficile ; on comprend mieux la nécessité de se préparer, par de fortes études, à une concurrence formidable. La spécialité s'impose partout, devient une nécessité sociale. A vouloir tout faire, on s'expose à ne rien faire de bien ou à produire des œuvres incomplètes, médiocres.

Il devient plus facile, heureusement, de séparer la littérature de la loi ou de la médecine, de vivre de son talent, de ses aptitudes spéciales. Avant longtemps, nos poètes et nos artistes pourront donner tout leur temps à la littérature et aux beaux-arts, sans s'exposer à mourir de faim. Mais, jusqu'à présent, à de rares exceptions près, ils n'ont pu le faire. Il leur a fallu, pour vivre et soutenir une famille, se faire avocat, médecin ou notaire, en dépit souvent de leur goût et de leurs aptitudes, et ne donner aux muses que quelques heures, dérobées à des occupations plus ou moins prosaïques. Situation anormale qui a empêché un bon nombre des hommes de notre génération d'assurer à leurs facultés le développement dont elles étaient susceptibles, et de fournir vraiment la mesure de leurs talents.

Je viens de dire que l'université McGill était peu fréquentée par la jeunesse canadienne-française. Pourtant, il convient de noter qu'elle a

formé quelques-uns de nos hommes de loi les plus remarquables, entre autres : Laurier, Alphonse Geoffrion, et Robidoux que l'étude des lois n'a pas empêché d'être un lettré de premier ordre. Laurier en 1862 obtenait le premier prix, dans le concours de fin d'année universitaire, pour la meilleure thèse sur un sujet légal, et Geoffrion avait le même succès dans une classe différente. Laurier faisait dès lors admirer les prémices de son talent, dans un procès simulé, où il défendait un étudiant accusé d'avoir volé et vendu un cadavre. Les premiers battements d'ailes de l'aiglon de Saint-Lin donnaient l'idée des hauteurs que l'aigle d'Arthabaska devait atteindre.

Le plus brillant élève de l'école de droit, à Montréal, était Chapleau. Avec sa figure pâle, sa physionomie expressive, ses longs cheveux flottants, sa voix d'or, ses manières captivantes et son éloquence pleine de feu, il était tout à fait séduisant. A



peine sorti du collège, il s'était mesuré sur les hustings avec les hommes les plus forts du parti libéral, et les cloches de la renommée, sonnant à toutes volées, avaient chanté ses succès oratoires. Les dames qui voulaient l'entendre l'invitaient à leurs soirées et elles le faisaient parler. Il goûta, dans leurs salons, à ces triomphes d'apparences faciles, mais au fond si délicats et d'ordinaire si problématiques.

Il faut ajouter, du reste, que les dames de la société, en ce temps-là — et c'est une tradition qui a été suivie — considéraient comme un devoir social le plaisir toujours captivant de faire bon accueil aux « talents » et d'y applaudir. C'est dans ces soirées que j'ai entendu André Montpetit réciter avec succès ses premiers sonnets, Elzéar Labelle chanter ses fines chansons, et combien d'autres ?

Dans la floraison intellectuelle de cette époque, les fleurs abondaient et elles étaient variées. Citons des

noms au hasard : les deux Labelle (Ludger penseur) et Elzéar (le poète bohême), Chapleau, Laurier, Mercier, Mousseau, Montpetit, Cayley, Dansereau, DeCelles, Dunn, Provencher, Pagnuelo, Chs. de Lorimier, Rainville, Girouard, Médéric Lancôt, Lareau, Fontaine, Letendre, Oscar Archambault, L.-O. Loranger, Audette, Royal, Cyrille Boucher, de Bellefeuille, Beaubien, Sulte, Gélina (Carle Tom,) Buies, Lusignan, Joseph Tassé, Alphonse Desjardins, Robidoux, etc., etc.

Je ne parle, pour le moment, que de la jeunesse de Montréal ; mais si je sortais de cette ville il me faudrait citer les Bourgeois, les Fontaine, les de LaBruère, les DeCazes, les Fréchette, les Lemay, les Taschereau, les Gérin, les Mathieu, les Langelier, les Routhier, les Larue et beaucoup d'autres.

Poètes, journalistes, avocats, médecins ou notaires, députés ou ministres, la plupart ont fourni des carrières brillantes. Plusieurs ont con-

quis la gloire et attaché leurs noms à des œuvres importantes. Un bon nombre sont morts jeunes, trop jeunes malheureusement, quelques-uns, faute de prudence, de régime, de direction, victimes d'un surmenage qui n'était pas toujours entièrement intellectuel. A peine étions-nous sortis du collège que la politique, sirène séduisante, nous jetait, sans expérience et sans boussole, sur une mer semée d'écueils, dans une vie d'excitation outrée, pleine d'occasions dangereuses, de tentations faciles.

La politique ! elle nous a donné de grands hommes, mais combien de talents en fleurs elle a flétris, combien d'existences pleines de promesses elle a détruites ! La vie d'émotions et d'applaudissements qu'elle offre à ses adeptes est si attrayante et paraît si séduisante à côté de la vie modeste, monotone et souvent pénible de l'homme de profession ou du marchand ! Il est si facile de s'imaginer que cela durera toujours.

Hélas ! la désillusion est cruelle et souvent fatale.

Il y aurait une grande réforme à poursuivre de ce côté ; ou mieux peut-être, il y a un grand danger auquel il faut parer : danger contre lequel il convient de prémunir la jeunesse, à l'école, au collège, à l'université. Ce danger, c'est l'intempérance, c'est l'amour de ses aises, c'est le succès même ! On ne fera jamais trop, on ne fera jamais assez, pour engager la jeunesse instruite à contracter des habitudes de tempérance, à chercher le bonheur dans un travail ardu et persévérant, même s'il est ennuyeux, à se défier enfin des succès faciles, toujours éphémères.

\* \* \*

Je crois devoir maintenant pénétrer dans le monde ecclésiastique — un monde vers lequel j'ai toujours aimé m'envoler au risque de me brûler les ailes, — et rappeler le souvenir de quelques-uns des hommes de

talent qui, de 1862 à 1880, honoraient le clergé canadien.

Il n'y avait, à cette époque, que quatre grandes églises, à Montréal : la Cathédrale, Notre-Dame, Saint-Jacques et Saint-Pierre. Notre-Dame était l'église populaire, l'église nationale, celle qui attirait le plus la foule par la splendeur du culte, la beauté de la musique et du chant, l'éclat de la prédication. Dans les grandes fêtes, le chœur, assisté d'un excellent orchestre, y exécutait des messes superbes. A la tête du chœur était M. Ducharme dont la voix puissante emplissait la vaste nef ; dans l'orchestre on remarquait des citoyens importants, des notaires, des avocats, des médecins tels que les Doucet, les Leclaire, les Bélanger, les Gauthier, les Moncel et autres. On peut, tout en respectant les ordonnances de Rome, regretter la splendeur des fêtes passées.

Aux jours de grande solennité, à l'appel de l'énorme bourdon de Montréal, les flots pressés de la population

envahissaient la vaste église ; on y venait de partout et toutes les classes de la société s'y rencontraient. Des gigantesques jubés où je me perchais pour mieux voir et entendre, je contemplais aux premiers rangs dans la nef, les LaFontaine, les Mondelet, les Cartier, les Loranger, les Bellemare, les Delisle, les Cuvilier, les Tresler, les Leblanc, les Valois, les Leprohon, les Barsalou, les Prévoist, les Marchand, les Masson, les Pominville, les Labadie, les Belle, les Berthelot, les Jodoin, les Bélanger, les Hudon, les Leclair, les Trudel, les Merrill, les Beaudry, les Hubert, etc., etc., tous les hommes marquants des professions libérales, du commerce et de l'industrie.

La grande église avec ses milliers de têtes humaines et de cierges allumés, avec la richesse de ses décorations, de ses chasubles et de ses chapes d'or, offrait un spectacle attrayant.

Il faut dire aussi que le curé de Notre-Dame a toujours été un prêtre



justement aimé et populaire, presque toujours un Canadien-Français. A l'époque dont je parle, c'était M. Prévost, de la famille importante des Prévost, un excellent prêtre, dévoué, aux manières et à la parole faciles et sympathiques.

Comme je viens de le dire, non seulement la musique de Notre-Dame était excellente, mais la prédication y était aussi de premier ordre, grâce à une pléiade de jeunes prêtres de talent. De 1862 à 1880 on vit passer dans la chaire de Notre-Dame les Bilion, les Giband, les Saurin, les Colin, les Sentenne, les Martineau, les Deschamps, les Lévesque et plusieurs autres.

Un mot de M. Colin d'abord, car à tout seigneur, tout honneur. Venu de France en 1862, il conquiert d'emblée en arrivant la palme de l'éloquence à Notre-Dame. Petit, faible et frêle, il était grand et fort par l'esprit et le caractère. Il prononçait d'une voix forte et solennelle, avec un accent ému et péné-

trant de conviction, des sermons puissamment agencés et charpentés, remarquables par la méthode, la solidité des raisonnements, la vigueur de la pensée et la correction de la phrase. C'était une tête de penseur avec une âme d'apôtre. En 1881, il était jugé digne de remplacer M. Bayle comme supérieur du séminaire de Montréal et il justifia pleinement la confiance qu'on avait mise en lui. Non seulement il a prononcé de nombreux sermons et discours qui méritaient d'être conservés, mais il a fait des œuvres qui resteront et continueront d'être bonnes pour la religion et la patrie. On lui doit le Collège Canadien de Rome, cette belle institution où nos ecclésiastiques vont se fortifier à la source même de la vérité et de la science religieuses. Il a fait donner par le séminaire le terrain sur lequel l'Université Laval est construite, et une forte somme d'argent. Son influence auprès de Léon XIII, lors du décret *Jam Dudum*, a contribué

puissamment au règlement des difficultés entre Montréal et Québec, lequel assurait à l'université de Montréal une quasi-autonomie. C'est encore lui qui a réussi à opérer l'union de l'École Victoria avec Laval et c'est grâce à lui que les cours de littérature française ont été fondés et maintenus dans cette université. Il aimait la science, il la voulait pour lui-même et pour les autres, pour les siens, pour son pays d'adoption. Il aimait toutes les lumières, celles de la terre comme celles du ciel. Il avait l'âme ouverte à toutes les grandes conceptions intellectuelles, à toutes les généreuses aspirations. Les évêques et les hommes d'État du Canada le consultaient et faisaient grand cas de ses opinions. Mgr Merry del Val parlait de lui dans les termes les plus élogieux. Il a sa place parmi les étoiles de première grandeur qui ont illustré le séminaire de Montréal par des œuvres utiles à la religion et à la patrie.

M. Gibaud, né en Auvergne en

1824, vint à Montréal en 1855. C'était un rude auvergnat de haute taille et de forte stature, à la voix puissante — tout le contraire en apparence de M. Colin — mais un excellent prêtre, bon et tendre sous sa dure écorce, avec une bonne tête, un esprit logique, sérieux, et une éloquence vigoureuse et convaincante.

M. Martineau venait de la Vendée et il était vraiment vendéen par l'ardeur de sa foi et de ses sentiments, par la vivacité de son esprit, l'éclat de son imagination et la chaleur de sa parole. C'était le prédicateur aimé des foules. On l'appelait le « Chapleau du clergé, » et réellement il ressemblait à l'ancien lieutenant-gouverneur de Québec. Il avait le timbre éclatant de sa voix, beaucoup de son abondance de parole, de sa chaleur communicative, de ses envolées entraînantes et hardies, téméraires même quelquefois.

M. Sentenne était de Montréal. Il a été curé de Notre-Dame pendant

plusieurs années et il a rempli ses fonctions avec un zèle infatigable. On l'aimait pour ses vertus, pour son dévouement apostolique, pour son patriotisme, pour sa parole franche, énergique, un peu rude parfois, mais claire et substantielle : une bonne et saine nourriture canadienne.

M. Deschamps, d'une famille bien connue à Montréal, était né à Lachine en 1843, et mourut jeune encore, en 1887. C'était un orateur agréable, gracieux, aux manières distinguées, à la parole vibrante.

M. Lévesque, de la Rivière Ouelle, né en 1846, mourut trop jeune, lui aussi, en 1884. Tête de philosophe et de théologien, esprit positif, écrivain et prédicateur de talent, sa mort prématurée a été une perte sérieuse pour le séminaire et la société : M. Lévesque était appelé à jouer un rôle utile et brillant dans notre monde religieux.

Les prêtres de Notre-Dame s'usaient vite, à cette époque, ils ne pouvaient résister bien longtemps au

surmenage d'un ministère qui ne leur laissait pas un moment de repos. Plus on les aimait dans la chaire et au confessionnal, plus on leur faisait la vie dure, épuisante. Ils devaient avoir beaucoup de talent pour être aussi éloquents, pour faire des sermons aussi remarquables, car ils avaient peu de temps pour se préparer, pour faire les études sérieuses et suivies qu'exige l'éloquence. La prédication n'était pas pour eux une spécialité comme elle l'est en France et ailleurs, et il ne leur était pas permis de choisir l'heure et le sujet qui leur convenaient pour parler. Ils devaient être toujours prêts, toujours en mesure de répondre à tous les appels. Il en est bien encore ainsi, mais aujourd'hui on fait venir des prédicateurs étrangers qui jettent beaucoup d'éclat sur la chaire de Notre-Dame, en y apportant des sermons préparés avec le plus grand soin et débités avec tous les apprêts de la rhétorique, suivant toutes les règles de l'art. Ils n'ont pas, sou-

vent, plus de talent que les hommes distingués dont je viens de parler, mais leur culture intellectuelle est plus forte, leur formation plus artistique, leurs études plus spéciales. Ajoutons qu'ils ont en plus le relief que donnent le costume, la mise en scène et l'attrait de la nouveauté.

Ces prédicateurs d'autrefois méritaient d'être entendus ; c'étaient des maîtres de la parole. Ils ont attiré à l'église des hommes qu'on n'y voyait guère et qu'on y a revus ; ils ont laissé des traces lumineuses de leur passage au milieu de nous, et ils ont donné des exemples et des leçons utiles à ceux qui veulent apprendre l'art de bien parler.

Tous ceux qui ont entendu M. l'abbé Camille Roy reconnaissent qu'il n'était pas inférieur à ces hommes éloquents.

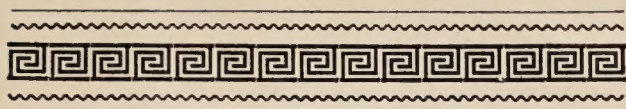
Dans le clergé comme dans le journalisme et le monde des lettres en général, l'art de dire et d'écrire a fait des progrès notables. A la cathédrale comme dans plusieurs des



paroisses de Montréal, on remarque des prêtres dont les connaissances et la prédication sont justement appréciées.

Mgr Bruchési, dont la haute culture intellectuelle est incontestable, a eu la pensée d'appeler de temps à autre à la chaire de sa cathédrale de jeunes prêtres dont le talent est fort prisé. C'est une heureuse pensée qui ne peut manquer de produire d'excellents résultats.

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

La question des drapeaux . . . .	II
Noblesse oblige . . . . .	19
« L'Union Nationale » . . . . .	23
La guerre . . . . .	28
Que faut-il croire ? . . . . .	33
Les mystères de la vie présente et future . . . . .	38
Croisades nationales . . . . .	43
« Le Colonisateur » . . . . .	50
Soyons prudents . . . . .	56
Les capitaines de milice . . . . .	66
Le Clergé et sa mission . . . . .	72
Gros problème . . . . .	82
Conjectures sur la fin et les ré- sultats de la Guerre . . . . .	86
Quelques souvenirs . . . . .	89

PRINTED IN BELGIUM  
IMPRIMÉ EN BELGIQUE

JAN 25 1988

PT

NOV 18 1991

NOV 25 1991

F 5029 .D39 Q8  
David, L.-O. (Laurent-Oli  
La question des drapeaux : sui

010101 000



0 1163 0197765 2  
TRENT UNIVERSITY

F5029 .D39Q8

David, Laurent Olivier

La Question des drapeaux suivi  
de Noblesse oblige...

DATE	ISSUED TO 247683
------	------------------

247683



